

LES NATIONS UNIES

LE VIETNAM—L'ÉVACUATION DES ENFANTS DE LA ZONE DE GUERRE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le 11 mars dernier, je demandais au ministre si, en raison de la grave situation des enfants au Vietnam et de leur triste sort par suite de la guerre, les Nations Unies ou l'un de leurs organismes songeaient à faire évacuer les enfants de la zone de guerre. Le ministre a répondu qu'il tâcherait de savoir si la question avait été étudiée. Le ministre s'est-il renseigné, comme il l'a dit, et peut-il me donner une réponse?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je me suis mis en rapport avec le haut personnel des Nations Unies par l'entremise de leurs institutions spécialisés qui ont entrepris des projets précis au Vietnam. Cependant, le programme d'évacuation en masse dont a parlé mon honorable ami dans sa question, n'est pas envisagé actuellement par les Nations Unies. On peut cependant prendre des mesures pratiques pour venir en aide aux victimes de la reprise récente des hostilités. Le gouvernement canadien a envisagé d'un œil favorable une demande d'aide du gouvernement de la république du Vietnam. Nous fournirons de l'aide jusqu'à concurrence de \$200,000 y compris les aliments, les fournitures pour réfugiés et le personnel médical de volontaires que nous parrainons.

LE NORD CANADIEN

LA RÉDUCTION DES AFFECTATIONS AUX SERVICES DE SANTÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le 14 mars, au cours du débat sur la motion d'ajournement, il a parlé des services médicaux dispensés aux Indiens et prononcé les mots suivants qui figurent à la page 7662 du hansard:

... nous avons ... pu maintenir au moins les dépenses au même niveau pour les services de santé du Nord et les services de santé aux Indiens que l'an dernier ...

Puis-je demander au ministre comment il peut concilier cette déclaration avec les indications données par son ministère à tous les chefs et membres des conseils de tribus

[L'hon. M. Sharp.]

indiennes au Manitoba, et qui commencent en disant que le gouvernement fédéral s'est vu forcé de réduire son programme...

M. l'Orateur: A l'ordre. La question du député est certainement controversable. Il demande au ministre de concilier une déclaration faite à la Chambre avec celle à laquelle le député se réfère, ce qui est proprement de l'argumentation.

M. Simpson: Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma question d'une autre façon. A quel moment le ministre pourra-t-il faire une déclaration à la Chambre afin d'éclaircir la situation actuelle au sujet de la réduction des services de santé accordés aux Indiens dans le Canada septentrional.

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, j'espère pouvoir la faire avant l'ajournement, de préférence, si la Chambre y consent, lors de l'examen de mes crédits.

M. Ed. Schreyer (Springfield): Une question complémentaire. Le gouvernement reconsidérera-t-il sa politique visant à réduire les dépenses majorées des services de santé dans le Nord canadien parce que le taux de mortalité des Indiens et des Esquimaux est parmi les plus élevés au monde.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député repose la question dans des termes absolument identiques.

L'AGRICULTURE

L'AIDE AUX EXPLOITANTS DE SERRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Danforth (Kent (Ont.)): Monsieur l'Orateur, je comptais poser ma question au ministre du Commerce, mais en son absence, je peux sans doute la poser au ministre de l'Agriculture. En raison de l'importance des instances présentées au gouvernement au nom des exploitants de serres, le ministre peut-il dire si le gouvernement a déjà formulé des projets à cet égard?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Que je sache, monsieur l'Orateur, on n'a encore pris aucune décision définitive quant aux instances présentées par les exploitants de serres. Mon ministère, le ministère du Commerce et la Commission du tarif sont en train d'en étudier la teneur. Toute mesure gouvernementale adoptée pour donner suite à ces instances sera prise par la voie ordinaire.